

(et leur répression) ne pouvaient laisser indifférent⁴.

La réflexion qu'ils menèrent et à laquelle Durkheim contribua largement, tant, à ses yeux, la sociologie avait une utilité sociale et agissait sur le monde dès lors qu'elle démêlait l'écheveau embrouillé des faits sociaux, contribua à légitimer l'idée que peut exister dans une société un pouvoir général qui rappelle à chacun des groupes dominants qu'il est, non pas le Tout, mais une partie du Tout et « qu'il ne doit pas retenir pour soi ce qui en principe appartient au Tout ». Ce pouvoir général ne pouvait être que celui d'un Etat garant des libertés individuelles contre les anciennes sujétions, fortement démocratique en permettant aux groupements représentant les intérêts des groupes dominés de se faire entendre, assurant grâce au droit la régulation des situations jusqu'alors laissées à la force, en somme « l'organe de la pensée sociale ». Les échecs des caisses de secours mutuel, les succès très limités des caisses d'épargne, le peu d'impact de l'assistance, l'insuffisance des premiers retraites, les méfaits des accidents de travail, l'obligation de soumission, la pauvreté des sans-emplois, en témoignant de l'impossibilité de répondre à l'insécurité sociale par des solutions individuelles et charitables amenèrent, on le sait, après des mouvements sociaux engagés dans des luttes, à la construction d'un Etat social qui, au demeurant est resté incomplet, insuffisant et le plus souvent bureaucratique⁵.

C'est cet Etat social, réducteur d'anomie puisque capable malgré ses limites, de régler l'activité économique en imposant l'intérêt général, que le néolibéralisme a entrepris de détruire systématiquement. C'est sans doute, parce que des agents qui se sont dévoués à sa diffusion dans le champ politique et dans le champ économique, ren-

contraient des forces structurelles propres à l'économie capitaliste que leur vision comptable du monde transcendée dans une « économie », a pu étendre son empire. Ces forces, reposent sur la financiarisation du capitalisme, avec le marché des « produits dérivés », la multiplication des prêts bancaires internationaux, les milliers de dollars des « fonds de pension » ou des actifs des investisseurs institutionnels, les destructions d'entreprises étrangères absorbées, le recyclage des profits industriels sur le marché spéculatifs...⁶ Mais ces forces n'ont été libérées qu'autant que les dirigeants des entreprises et plus largement de l'économie se convertissaient à cette nouvelle manière de voir, parce que les contraintes de leur position sociale les y conduisaient certes, mais surtout parce que les caractéristiques du champ économique en se modifiant, transformaient les caractéristiques sociales et scolaires des dirigeants. Dans ces conditions les finalités de l'entreprise étaient de plus en plus soumises à la logique de profit des actionnaires ce qui ne pouvait que contribuer à la transformation des instances de consécration dans le champ économique comme dans l'espace social. Il faut ajouter qu'en cela l'intervention des « experts » que les économistes proclament être, n'a pas été négligeable. S'appuyant sur des équations toujours plus sophistiquées, ils réussissent à faire passer les vessies de la comptabilité néo-libérale pour les lanternes du raisonnement économique : aussi le calcul est-il devenu d'un usage obligatoire, le raisonnement économique un mode de pensée tyrannique et le profit un impératif catégorique. Cette idéalisation qui accompagne l'extension du champ des pratiques économiques n'est pas seulement un fait de croyance limité à la subjectivité, mais bien au contraire soutient la mise en place d'institutions nouvelles qui codifient les pratiques et participe activement à la destruction des anciennes institutions, permettant ainsi aux dominants en se reconvertissant de maintenir leur position. Les dirigeants des entreprises industrielles et financières sont ainsi engagés dans des luttes considérables avec les agents du champ po-

exemple, l'ouvrier travaille environ 278 jours par an et gagne 1251 francs, alors que marié avec 2 enfants il doit dépenser 1698 francs 75 pour vivre.

⁴ Chamboredon J.C, Emile Durkheim : le social objet de science. Du moral au politique ? *Critique* .1984.n°445-446

⁵ Castel R. *La métamorphose de la gestion sociale* Paris

⁶ Chesnais F. *La mondialisation du capital* Paris, Syros 1994

litico-étatique. Ils ont souvent le pouvoir d'obliger les Etats à démanteler le compromis fordien capital-travail sur lequel reposaient les relations entre les classes sociales. Il reste aux Etats, soumis à tous les chantages de délocalisation, à inventer de nouvelles formules pour imposer une discipline salariale. Ces nouvelles politiques contribuent à leur tour à renforcer la capacité du patronat à dominer l'organisation du travail, à exiger une « flexibilité » généralisée, à individualiser les relations salariales, à imposer des systèmes d'auto contrôle, sous la menace que permet l'existence d'une « armée de réserve » de chômeurs d'autant plus prête à accepter des concessions qu'elle est précarisée.

La revanche sur la perte de pouvoir, très relative, qu'avait connue le patronat dans les années 60-70, devient dès lors, possible. La multiplication des petites entreprises de « second rang », de filiales spécialisées ou de sous traitants n'est pas aussi nécessaire que les apôtres de la rationalisation de la production voudraient le laisser croire et répond surtout à la volonté de casser les col

lectifs organisés qui soutenaient la résistance salariale dans les grandes entreprises. Ces stratégies, dont le patronat italien terrorisé par « l'autunno caldo » a inventé les premières formes⁷ réussissent : le nombre de militants démoralisés et d'ouvriers désorganisés, sans appui collectif, en atteste. La société individualiste peut devenir la réalité : d'un côté des chômeurs, obligés d'accepter toutes les renonciations aux avantages et aux sécurités que l'Etat social avait inscrit dans les institutions, sont réduits à la docilité, de l'autre, l'individualisation de la relation salariale et la suprématie accordée à la « gestion de soi » induisent un surinvestissement dans le travail. La combinaison de ces deux dynamiques conduit à une sorte d'auto asservissement sur lequel les militants syndicaux, en proie il est vrai à une répression en hausse,⁸ n'ont pas toujours prise. Les collectifs s'en trouvent défaits, hâtant ainsi un peu plus l'institutionnalisation de mesures individualisantes. En somme l'anomie durkheimienne réapparaît, rendant plus probables les situations de guerre des classes.

⁷ Franzosi R., *The puzzle of strikes. Class and state strategies in postwar Italy*. 1995, Cambridge, Cambridge university press.

⁸ Selon une étude du Ministère de l'emploi et de la solidarité publiée le 7 mai 1999, 15 921 salariés protégés (délégués du personnel, délégués syndicaux) ont fait l'objet d'une demande de licenciement en 1997 soit 16% de plus qu'en 1996.